

Aides : tout savoir sur la rentrée scolaire avec Service-public.fr



A l'occasion de la rentrée scolaire <u>Service-public.fr</u> vous rappelle toutes les informations administratives utiles sur les nouveautés de la rentrée : calendrier, aides disponibles, droit des élèves...

Calendrier de la rentrée scolaire 2023-2024

Retrouvez le calendrier scolaire pour l'année 2023-2024, avec les dates des vacances par zone <u>ici.</u> Service-public.fr met également à votre disposition un simulateur pour connaître les dates de vacances dans votre département. <u>Découvrir le simulateur.</u>

Assurance scolaire: est-ce obligatoire?

À la rentrée, une attestation d'assurance scolaire vous est demandée par l'école, le collège ou le lycée de votre enfant. Est-il utile de souscrire une telle assurance ? Est-elle indispensable ou même obligatoire ? Que couvre-t-elle exactement ? *Service-Public.fr* vous répond <u>ici</u>.

L'allocation de rentrée scolaire





Vous avez au moins un enfant scolarisé âgé de 6 à 18 ans ? Vous pouvez, sous conditions de ressources, avoir droit à l'allocation de rentrée scolaire (ARS). Cette allocation permet de vous aider à financer les dépenses de la rentrée scolaire. Son montant dépend de l'âge de votre enfant et de son niveau de scolarisation. Accéder à la simulation.

Dates de versement, conditions d'éligibilité et nouveaux montants : *Service-Public.fr* vous informe. <u>Se renseigner.</u>

Quelles aides pour financer la scolarité d'un élève ?

Plusieurs aides existent pour financer la scolarité en élémentaire, collège, lycée... <u>Découvrez vos aides en fonction de votre situation.</u>

Bourses pour l'école élémentaire

Votre enfant est inscrit à l'école élémentaire (du CP au CM2) et vous voulez savoir si vous pouvez bénéficier d'une aide financière ? Il n'existe pas de bourse nationale pour un enfant en école élémentaire. Cependant, certains départements peuvent vous accorder une bourse de fréquentation scolaire. Certaines communes peuvent également vous accorder une bourse si votre enfant fréquente une de leurs écoles. Voici les informations à connaître.

Bourse des collèges

La bourse des collèges est une aide versée aux responsables : Personne(s) assumant la charge effective et permanente de l'élève au sens de la législation sur les prestations familiales ou élève majeur autonome financièrement d'un collégien. Pour en bénéficier, vos ressources annuelles ne doivent pas dépasser des plafonds, selon le nombre d'enfants que vous avez à charge. <u>Tout savoir ici.</u>

Bourse de lycée

Votre enfant est inscrit au lycée et vous vous demandez si vous avez droit à la bourse de lycée ? Pour en bénéficier, vos ressources annuelles ne doivent pas dépasser des plafonds, selon le nombre d'enfants que vous avez à charge. Le montant de la bourse de lycée varie en fonction de vos ressources et de vos charges. En savoir plus.

Quelles aides peut percevoir un étudiant ?

Selon sa situation, un étudiant peut bénéficier de certaines aides. Service-public.fr fait le point sur les aides disponibles selon les situations <u>ici.</u>

Quels sont les droits et obligations des élèves ?

Si vous êtes élève au collège ou au lycée, vous avez des droits que vous pouvez exercer seuls ou à plusieurs. Vous avez également des obligations à respecter. Ces droits et obligations vous préparent à vos responsabilités de citoyen. Le règlement intérieur précise la façon dont ils sont appliqués dans votre établissement scolaire. Service-public.fr vous présente les droits et obligations <u>des collégiens</u> et ceux <u>des lycéens</u>.

Représentants des parents d'élève

Vous vous posez des questions sur les représentants des parents d'élèves dans l'établissement de votre enfant ? Candidature, élection, rôle, durée du mandat : voici les informations à connaître sur les



représentants des parents d'élèves dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire.

Peut-on utiliser son téléphone portable à l'école ?

L'usage du téléphone dans les lieux d'enseignement est une question qui fait débat. Service-public.fr vous présente ce que prévoit la loi, <u>pour l'école primaire</u>, ainsi que <u>le collège et le lycée</u>.

Ecole et handicap

Retrouvez les informations concernant l'accueil de l'enfant en situation de handicap, en collectivité jusqu'à la fin du lycée. <u>Lire l'article.</u>

Santé de l'élève

Dans chaque établissement scolaire, le personnel de santé et d'action sociale assure un suivi de la santé des élèves. De plus, des actions de prévention et d'éducation à la santé sont mises en place dans le cadre d'un parcours éducatif de santé. Enfin, la scolarité des élèves malades peut être aménagée. Retrouvez les informations concernant la santé à l'école primaire et celles concernant la santé au collège et au lycée.

Violences à l'école : des nouvelles mesures contre le harcèlement scolaire

Prévenir et traiter plus rapidement les situations complexes de harcèlement scolaire, notamment dans le premier degré. Tel est l'objectif des nouvelles mesures annoncées par le ministère de l'Éducation nationale. *Service-Public.fr* vous présente le nouveau dispositif de prévention. <u>Découvrir le dispositif</u>

Le Pass'Sport est renouvelé pour la saison 2023-2024

Le Pass'Sport est une aide forfaitaire de 50 euros par jeune versée par l'État pour la prise d'une licence auprès d'un club sportif par un jeune **de 6 à 30 ans**. Elle permet de réduire le coût des frais d'inscription que l'on doit payer en s'inscrivant. <u>En savoir plus</u>

Le démarchage commercial par téléphone interdit le week-end et les jours fériés



Ecrit par le 24 octobre 2025



L'administration française informe que, depuis le 1^{er} mars 2023, le démarchage commercial par téléphone est interdit le week-end et les jours fériés. Par ailleurs, les horaires autorisés en semaine sont encadrés : pas avant 10h le matin, pas après 20h le soir. Service-Public.fr vous informe sur les dispositions prévues par un décret qui encadre le démarchage téléphonique.

Le démarchage commercial téléphonique des consommateurs est autorisé du lundi au vendredi, de 10h à 13h et de 14h à 20h. Il est, en revanche, interdit le samedi, le dimanche et les jours fériés. C'est ce que prévoit un décret paru au Journal officiel le 14 octobre 2022.

L'encadrement horaire concerne à la fois les personnes non inscrites sur la liste Bloctel (liste proposant l'inscription gratuite de son numéro pour s'opposer au démarchage) et celles inscrites mais qui sont sollicitées dans le cadre d'un contrat en cours. La restriction horaire ne s'applique pas aux consommateurs ayant donné leur « consentement exprès et préalable pour être appelé », le professionnel devra pouvoir en justifier.

Par ailleurs, un consommateur ne peut être appelé plus de 4 fois par mois par le même professionnel ou par une personne agissant pour son compte.

Enfin, si un consommateur refuse le démarchage lors du premier appel, le professionnel a l'obligation de s'abstenir de le contacter durant une période d'au moins 60 jours (2 mois) à compter du refus.



A Lire également : En 2021, une entreprise de Bagnols-sur-Cèze condamnée à près de 367 000€ pour démarchage téléphonique interdit

Textes de loi et références

- Décret n° 2022-1313 du 13 octobre 2022 relatif à l'encadrement des jours, horaires et fréquence des appels téléphoniques à des fins de prospection commerciale non-sollicitée
- Loi n° 2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux

Et aussi

- Démarchage téléphonique abusif, spam vocal ou par SMS : que faire ?
- Le démarchage commercial à partir de numéros en 06 ou 07, c'est fini!
- Vente par téléphone : l'enregistrement autorisé pour prouver le contrat
- Assurances : le démarchage téléphonique plus strictement encadré

Pour en savoir plus

- Entrée en vigueur au 1er mars du décret relatif à l'encadrement des jours, horaires et fréquence pour le démarchage téléphonique
- <u>Un nouveau décret pour l'encadrement des jours, horaires et fréquence pour le démarchage téléphonique</u>
- Un nouvel encadrement du démarchage téléphonique

Fermeture au public des services départementaux de l'état pour les fêtes de fin d'année

La préfecture de Vaucluse, les sous-préfectures d'Apt et de Carpentras, ainsi que les services de l'Etat présents sur le site Chabran de la Préfecture (2 avenue de la Folie), seront fermés au public les lundis 26 décembre 2022 et 2 janvier 2023 ainsi que l'après-midi du 5 janvier 2023 (à partir de 13h) :



- le service droits des étrangers ;
- le secrétariat général commun départemental (SGCD) ;
- la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) ;
- l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) ;
- le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES) ;
- l'inspection de l'éducation nationale (IEN) ;
- le centre d'information et d'orientation (CIO) ;
- le point Acar de Vaucluse ;
- le délégué du défenseur des droits.

D'autre part :

- les services de la DDETS, situé rue Jean Althen à Avignon, seront également fermés les lundis 26 décembre 2022 et 2 janvier 2023 ;
- l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP), située sur le site Chabran de la préfecture, sera fermée du 26 décembre 2022 au 2 janvier 2023 inclus.

Le Vaucluse se dote d'un Service public dédié à l'insertion et l'emploi





Ecrit par le 24 octobre 2025



L'Etat, Pôle Emploi, le Département de Vaucluse, la Région Sud, la Caisse d'allocation familiale (Caf) et la Mutualité sociale agricole (MSA) des Alpes-Vaucluse viennent de signer la charte d'engagement entérinant la création du Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) qui a pour objectif de rendre plus efficace l'accompagnement vers l'emploi.

Le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi se trouve au cœur de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Depuis 2020, 14 premiers territoires ont pu l'expérimenter, puis 31 en 2021 et 34 cette année, dont le Vaucluse. Cette structure repose sur l'idée que seul l'accès à l'emploi permet une sortie durable de la pauvreté.

Le SPIE a pour but de coordonner l'intervention de toutes les structures agissant dans les parcours vers l'emploi rendre plus efficace l'accompagnement vers l'emploi en mutualisant les compétences, en coordonnant la prise en charge globale des personnes et en tenant compte des réalités socio-économiques des territoires. Les démarches seront ainsi simplifiées et fluidifiées.

Un accompagnement basé sur le bassin d'emploi

Le Vaucluse compte quatre bassins d'emploi distincts : le Haut Vaucluse, le Grand Avignon, le Nord



Vaucluse, et le Sud Vaucluse. Le SPIE prévoit donc de s'adapter à chacun d'entre eux afin de concorder avec les réalités et les évolutions de chaque territoire.

Les acteurs d'un même bassin se réuniront afin de mettre leurs actions en commun et d'assurer un suivi personnalisé à chacun. Cette structure va également permettre une synergie entre les acteurs économiques des différents territoires du département, afin de mieux prendre en compte les opportunités du marché local de l'emploi.

Une démarche main dans la main avec les bénéficiaires

Les parcours vers l'emploi seront co-élaborés par les professionnels du SPIE et ses bénéficiaires, en s'appuyant sur les motivations de ces derniers et leur situation. C'est dans cette action que réside la volonté de la structure d'apporter un accompagnement personnalisé.

Le SPIE prévoit même la création d'un 'collectif temoin' qui sera composés de nombreux bénéficiaires qui témoigneront du niveau de leur satisfaction afin de permettre aux professionnels d'adapter leurs pratiques.

Qui peut se tourner vers le SPIE?

Le SPIE s'adresse à toutes les personnes rencontrant des difficultés d'insertion sur le marché du travail comme les allocataires du RSA, les personnes en situation de handicap, les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes, ou encore les familles monoparentales.

Ils pourront bénéficier d'un accompagnement global, sans rupture, grâce au regroupement d'acteurs qui vont mobiliser tous leurs atouts. Cette union des

forces regroupera les services de l'Etat, Pôle Emploi, les Missions locales, les collectivités locales, le Département, la Région, la CAF, la MSA mais aussi des associations et des entreprises locales.

V.A.

Le Vaucluse perd son préfet préféré : Bertrand Gaume nommé dans l'Essonne



Ecrit par le 24 octobre 2025



L'u-na-ni-mi-té. C'est ce qu'il a fait pendant 4 ans dans le département, la plus grande longévité pour un préfet de Vaucluse dont Napoléon a diligenté le 1er en 1810. Nommé le 9 mai 2018, Bertrand Gaume prendra son nouveau poste à Evry-Courcouronnes le 23 août prochain. Pendant ces 4 ans passés à sillonner le département, chacun, que ce soient les élus, syndicalistes, agriculteurs, vignerons, commerçants, artisans, chefs d'entreprises, forces de l'ordre, pompiers, associations, enseignants, personnels de santé, partenaires sociaux, culturels et économiques, chacun l'a apprécié.

A commencer par le Préfet de Région, Christophe Mirmand venu spécialement de Marseille pour la cérémonie de départ organisée dans les jardins de la préfecture Chabran à Avignon, en présence de tous ceux qui comptent en Vaucluse. « Je salue l'homme attentionné que tu es Bertrand, j'en ai été le témoin. A la fois confiant et joyeux, tu as facilité les échanges. Représentant de l'Etat, tu as toujours été engagé, disponible, réactif. Tu connais parfaitement les dossiers, tu es accessible, tu as une énorme capacité de dialogue, de chaleur humaine, en toute simplicité. Tu as porté très haut le métier de préfet. Et pourtant tu en as connus des moments difficiles, les gilets jaunes, la pandémie, mais tu es un geek confirmé qui maîtrise parfaitement les visioconférences. En jouant collectif avec ton équipe, tu as su gérer le Festival d'Avignon et le Off en 2021, après l'annulation de l'édition 2020, concilier l'accueil du public et les contraintes sanitaires. Tu as battu un record de durée dans ce département, tu as pour les Vauclusiens un attachement voire une affection réelle. A toi et ta famille, bonne installation en Essonne. Violaine Démaret (actuelle préfette des Alpes-de-Haute-Provence) te succèdera en août, ce sera un défi. Bon vent, tu vas nous manquer, mon cher Bertrand. »

« Quant aux Vauclusiens c'est quand ils chassent en meute qu'ils sont terriblement efficaces. »



Après cet hommage très appuyé « à un très grand préfet », c'est au tour de Bertrand Gaume de prendre la parole. « Voici l'heure de tourner la page, de boucler la boucle, de tirer sa révérence. Et pour la première fois dans l'histoire du Vaucluse, c'est une femme qui va arriver, Violaine Démaret, une grande professionnelle qui a le sens des relations humaines, vous verrez tous que vous ne serez pas surpris négativement. Merci d'être venus pour ce moment de partage à l'ombre des platanes. Le temps file depuis l'arrêté paru au journal officiel de ma nomination dans l'Essonne le 20 juillet, tout s'accélère. » Paraphrasant Gérard de Nerval, il évoque « Le soleil cendré de la mélancolie, le Vaucluse sublimé par le soleil, cette terre de la vallée clause, la puissance du Ventoux, la finesse des Dentelles de Montmirail, la beauté fragile de Fontaine de Vaucluse, la Combe de Lourmarin, la force du Rhône, la fougue de la Durance. Et le mistral, ce don du ciel anti-fongique, ambivalent, lui qui réchauffe l'été mais attise l'incendie, lui qui chasse les nuages l'hiver mais qui en même temps glace. Le Vaucluse avec ses paysages, ses festivals et son patrimoine est beau, sublime, mais il peut aussi être âpre. Quant aux Vauclusiens c'est quand ils chassent en meute, qu'ils sont ni de gauche, ni de droite qu'ils sont terriblement efficaces. »

Marqué par la mort d'Eric Masson et les gilets jaunes

Il poursuit en évoquant les rôles constitutionnels du préfet : l'ordre public, la sécurité des biens et des personnes passablement menacés lors de la crise des gilets jaunes qui a duré plus de 2 ans. « Il y en a eu des manifs, des samedis, des week-ends, des anti-vax, des anti-pass. Nous avons agi collectivement. Il n'y a pas eu de casse de vitrines, de pillages de magasins dans les rues d'Avignon. »

Pour cela il a tenu des réunions hebdomadaires le jeudi, avec Michel Gontard, alors premier adjoint à la Ville d'Avignon, Michel Maridet, directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse et Claude Tumimo représentant les commerçants avignonnais pour, en fonction du parcours des manifestations, anticiper, enlever les poubelles sur le trajet pour qu'elles ne se transforment pas en projectiles, éventuellement baisser les rideaux de fer des commerces une heure, le temps du passage des gilets jaunes. Moment d'émotion avec des sanglots dans la voix, quand Bertrand Gaume a évoqué la mort du policier Eric Masson le 5 mai 2021, d'autant plus que son papa était présent dans l'auditoire, à Chabran lors de son départ. « C'est un souvenir qui ne m'a pas laissé indemne. Il ne s'effacera jamais de ma mémoire. » Le préfet a aussi évoqué le 1er décembre 2018, le jour à Paris du pillage de l'Arc de Triomphe, du bas-relief fracassé, de la tombe du soldat inconnu piétinée. Et des 2 500 ou 3 000 manifestants avignonnais qui, dans un premier temps ont forcé les grilles du site de Chabran avant de revenir en centre-ville et de s'en prendre à sa résidence privée où se trouvaient sa femme, ses enfants et leurs grands-parents. « Je comprends les mouvements sociaux mais en aucun cas, ils ne doivent porter atteinte à l'intégrité des personnes, c'est inacceptable. Heureusement le groupe de police auquel d'ailleurs appartenait Eric Masson a agi avec une fermeté et une rigueur remarquables. Quand la mort frappe un policier, cela nous interpelle collectivement, cela nous oblige à lutter 24h sur 24, sans rien lâcher. » Il a également rendu hommage aux gendarmes et aux pompiers, les 500 professionnels et les 1 800 volontaires : « Il est fondamental de débroussailler autour de sa maison. L'an dernier 950 hectares sont partis en fumée au pied des Dentelles, il faut faire de la pédagogie, développer la culture du risque, ne céder ni à la paranoïa ni à la psychose, expliquer dans les écoles, les collèges, les lotissements, les communes, associer la Croix-Rouge et la Protection Civile. »



Ecrit par le 24 octobre 2025



Le préfet de Vaucluse en compagnie du préfet de région (à gauche avec la cravate rouge).

« Le service public c'est le patrimoine de ceux qui n'ont rien. »

Bertrand Gaume est aussi revenu sur « Les difficultés sociales du Vaucluse, la pauvreté, la délinquance, les trafics de stups qui gangrènent la société, mais il n'y a pas de fatalité. Le service public c'est le patrimoine de ceux qui n'ont rien. Ceux qui ont les moyens vivent dans des maisons sécurisées. Si tous les acteurs publics et privés travaillent main dans la main, comme on commence à le faire par l'emploi et l'insertion avec le Département, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, les Chambres consulaires et les syndicats, il y a des résultats. Force Emploique nous avons créée il y a 3 ans, c'est un outil de formation qui marche. Le chômage en Vaucluse était supérieur de 3 points à la moyenne nationale, nous avons réussi à le réduire de 0,9 point, soit plus d'un tiers. »

Quand on s'intéresse à l'économie en Vaucluse, on en vient évidemment à l'agriculture. A la question : »Vous semblez avoir une empathie, une affection particulière pour les agriculteurs, avez-vous eu un grand père paysan ? », la réponse fuse : « Familialement, le grand-père de ma mère, était agriculteur dans le Bourbonnais, les grands-parents de mon père aussi, et mon grand-père, dans sa jeunesse, tuait le cochon en Auvergne pour les grandes familles et il était rémunéré avec les pièces les moins nobles du porc. Donc ça me touche. Leur métier est essentiel, ils nous nourrissent. Si on ne veut pas importer de fruits et légumes il faut absolument promouvoir l'agriculture française. Avec les lois 'Egalim 1 et 2', les relations entre les producteurs, les intermédiaires, les industriels et les distributeurs se sont améliorées, mais dans les négociations commerciales il n'y a que 5 centrales d'achats face aux millions d'agriculteurs. Donc il faut organiser les filières pour peser davantage. Dans le Vaucluse c'est ce que nous avons fait pour le raisin de table avec René Reynard, avec la cerise autour de Venasque. Pour la



fraise de Carpentras, la confrérie va devenir une organisation de producteurs pour mieux se défendre. Il faut aussi rappeler que grâce au député communiste auvergnat, André Chasseigne une loi a été votée à l'unanimité qui garantit les retraites agricoles à tous, y compris les conjointes des paysans qui avant n'en n'avaient pas. Le bien-être sera au cœur de groupes de travail dès la rentrée à la MSA Alpes-Méditerranée pour un suivi psychologique, social et physique des agriculteurs qui parfois se suicident ou s'empoisonnent petit à petit à cause des pesticides. Il faut rendre le traitement phytosanitaire plus efficace contre les nuisibles mais moins nocif pour l'homme. C'est d'ailleurs <u>le sens du projet d'usine qui va s'implanter au Thor et bénéficiera de la plus grosse subvention de la région (6M€)</u>. Son nom : Antofénol, un procédé inventé par une chercheuse vauclusienne, Fanny Rolet, qui permettra de remplacer les pesticides chimiques par des extraits végétaux, à terme 220 emplois seront créés sur le site.

« Confluences verra bien le jour. »

Autre secteur en voie de développement, le projet 'Confluences' en Courtine. « Il concerne un fleuve, le Rhône et une rivière, la Durance, donc 2 PPRI (Plans de prévention des risques d'inondations). Avec des travaux de confortement de la Digue de Bonpas pour la réhausser ainsi que la digue du Rhône. Ils sont financés, lancés avec la labellisation RAR (Résistance à l'aléa de référence), en l'occurrence une crûe millénale de 6 500m3 par seconde. Dès cet automne, on va d'ailleurs drainer le lit de la Durance pour lui donner une forme plus linéaire. Confluences verra bien le jour, des constructions seront faites avec des systèmes de refuges ».

Les déserts médicaux aussi sont une préoccupation pour la population du Vaucluse. Dominique Santoni, la présidente de l'exécutif l'a bien identifiée qui a lancé un appel dans la presse nationale : « Devenez médecin salarié en Vaucluse » et financé 8 emplois pour mailler le territoire. Ce que comprend Bertrand Gaume : « Nous vivons en France dans un système de liberté d'installation des médecins, on ne peut les obliger à rien, on peut simplement les inciter. Du coup, les collectivités locales s'daptent à la mutation de la société. Les anciens médecins de famille qu'on réveilllait la nuit, qu'on dérangeait le week-end, c'est fini, ils ont pris leur retraite. Les jeunes qui leur succèdent préfèrent travailler différemment. Du coup, certains maires ont créé des Maisons de la Santé dans leur commune. Dans le Vaucluse, on a innové avec les CPTS (Comités professionnels territoriaux de santé), il y en a un à la Cove un autre dans le Luberon et c'est un bon exemple. Médecins, infirmiers travaillent ensemble, font leurs tableaux de service et organisent leurs permanences de soins pour leur patientèle. »

Le regret de la LEO

Un serpent de mer que Bertrand Gaume aurait bien aimé régler avant de nous quitter : la LEO (Liaison est-ouest) d'Avignon. « A l'époque de la création du TGV-Med, le territoire a su se mobiliser. Pas question de traverser les vignes des Côtes du Rhône et de Châteauneuf-du-Pape. (Guy Penne, un sénateur socialiste, par ailleurs vigneron et ami du Président François Mitterrand a su taper du poing sur la table et se faire entendre). Du coup le parcours fait un coude côté Gard avant de revenir vers Avignon. Si on



avait fait la même chose pour la route, en 1987, le problème aurait été réglé. Pour ma part j'aurais rêvé d'aboutir avant de vous quitter... Hélas, les riverains des HLM de la Rocade Charles de Gaulle subissent 60 000 véhicules par jour, dont 5 000 poids-lourds qui passent sous leurs fenêtres et polluent l'air. C'est un problème de santé publique il est donc essentiel de le régler, mais on ne peut pas supprimer les camions qui livrent ce dont nous avons besoin, il faut donc agir en bonne intelligence. Je me suis battu pendant des mois auprès du Préfet de Région, Christophe Mirmant et de Vinci Autoroutes, pour que la complétude de l'échangeur A7-A9 soit faite. Des études sont en cours, mais il faut concilier les contraires puisqu'on continue à acheter sur internet, les livreurs doivent apporter les colis à destination, donc continuer à traverser Avignon. »

« Le projet 'Grande Provence'. C'était une excellente idée. »

Le territoire du 'Bassin de vie' d'Avignon est aussi un enjeu majeur puisqu'il concerne deux régions (Provence Alpes Côte d'Azur d'un côté et Occitanie de l'autre) mais aussi trois départements (Vaucluse, Gard et Bouches du Rhône). « Notre agglomération d'Avignon souffre, c'est elle qui accueille la majorité des logements sociaux quand la richesse fiscale est ailleurs (Villeneuve-lès-Avignon, le plus riche canton gardois sur l'autre rive du Rhône), explique le Préfet de Vaucluse. Je salue le travail de Jean-Marc Roubaud (ancien président du Grand Avignon) et celui du regretté Jean-François Césarini, député de Vaucluse emporté par le cancer qui avaient élaboré le projet 'Grande Provence'. C'était une excellente idée , une vision qui concernait le bassin de vie de milliers de familles qui n'ont pas la même carte scolaire pour leurs enfants selon qu'ils sont scolarisés sur une berge ou l'autre du Rhône, dont les horaires des transports en commun ne sont pas non plus coordonnés, l'hôpital d'Avignon reçoit des malades gardois qui ajoutent à la pression des urgences. Or il n'a reçu aucune subvention d'Occitanie, idem pour le Pont de l'Europe qui était fissuré, il a été rénové et sécurisé, ce qui a coûté cher, mais uniquement aux frais des contribuables Vauclusiens, pas aux Gardois qui travaillent côté Cité des Papes et le franchissent matin et soir. »

Rassurer, agir, dialoguer, innover, accompagner

Avant de nous quitter le préfet nous a aussi confié « La manière d'exercer mon métier est très humaine, donc chaque fois que je quitte une préfecture, je laisse des bouts de moi, mais je reçois beaucoup en échange, comme je l'ai vécu mercredi à Chabran avec tous ces Vauclusiens qui me disaient merci pour ce que vous avez fait pour nous, on va vous regretter. C'est la vie, je reviendra discrètement revoir ceux avec lesquels j'ai tissé des liens indéfectibles. »

La semaine prochaine, il devra remplir le coffre de sa voiture de tous les cartons et coffrets de vins de Vacqueyras, Cairanne, Châteauneuf, Sablet, Roaix, Sainte-Cécile que lui ont offerts les vignerons ainsi que sécateur électrique fabriqué par le groupe Pelenc de Pertuis. « Je m'en servirai dans le jardin de ma maison en Normandie, pour tailler les arbres que j'ai plantés au fil du temps, les pommiers, noyers, acacias et saules et je penserai à eux. »



Bertrand Gaume était arrivé chez nous en mai 2018 après le passage-éclair d'un autre préfet qui avait inquiété la plupart des élus locaux mais, heureusement, n'était resté que 9 mois. Pendant 4 ans Bertrand Gaume a su rassurer, agir, dialoguer, innover, accompagner les Vauclusiens qui étaient nombreux à avoir les yeux rougis par la peine de le voir partir mercredi. Heureusement la rumeur sur la future préfète de Vaucluse est positive. Violaine Démaret bénéficie d'un grand capital de sympathie et de confiance. Le 23 août elle arrivera à Avignon quand Bertrand Gaume débarquera à Evry-Courcouronnes.

Isle-sur-la-Sorgue : inauguration du dernier espace France Services de Vaucluse

Le déploiement du réseau France Services de Vaucluse, qui accueille 24 structures sur son territoire, s'achèvera le 27 juillet avec une dernière labellisation : l'Espace France Services (EFS) de l'Isle-sur-la-Sorque.

Le 27 juillet, le <u>préfet de Vaucluse</u> et le <u>maire de L'Isle-sur-la-Sorgue</u> inaugureront le nouvel espace France Services, en présence des représentants des huit autres opérateurs partenaires : la mutuelle sociale agricole (MSA), la CAF, la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail, la CPAM, Pôle emploi ainsi que les services des ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Finances publiques.

Ce nouvel espace permet aux usagers d'effectuer leurs démarches administratives dans un lieu unique et de bénéficier d'un accompagnement adapté à leurs besoins, comme dans les 20 <u>autres</u> EFS et les 3 <u>bus</u> <u>France Services</u> du département.

Les 17 cantons du département de Vaucluse bénéficient désormais de la présence d'au moins un EFS pour chacun d'entre eux. Cela assure la couverture des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et des zones rurales, notamment à travers l'activité des bus France Services qui vont vers les usagers et répondent à leurs besoins en matière d'accès aux droits.

Un peu moins de 2 500 Espaces France Services sont désormais en activité sur le territoire national. Le déploiement devrait s'achever avant la fin de l'année 2022, échéance fixée par le Président de la République en 2019.

Espace France Service de L'Isle-sur-la-Sorgue – 150 avenue Marius Jouveau – tél : 04 89 34 82 53. Horaires d'ouverture : lundi de 13h à 17h – mardi de 12h à 17h – mercredi de 8h à 12h et de 13h à 17h – jeudi de 14h à 17h – vendredi de 8h à 12h.



J.R.

Eau Grand Avignon : des usagers satisfaits de leur service de l'eau







Mardi 5 juillet s'est tenu le 3e comité usagers du service public de l'eau du Grand Avignon. Ce comité a pour mission de suivre dans la durée la satisfaction des usagers du service de l'eau. La satisfaction client mesurée révèle une note de 8 sur 10.

Mardi 5 juillet s'est tenu le 3° comité usagers du service public de l'eau du Grand Avignon. Ce comité, à



l'initiative du <u>Grand Avignon</u> et de <u>Eau Grand Avignon</u>, a pour mission de suivre la satisfaction des usagers du service de l'eau via des indicateurs semestriels, tirés notamment des résultats d'enquêtes de satisfaction.

Pour cela, il est constitué de parties prenantes internes (Eau Grand Avignon et Grand Avignon) et aussi des parties prenantes externes (associations et représentants de la société civile). Ce comité des usagers, qui se réunit deux fois par an, constitue un outil important pour veiller à l'amélioration permanente de la qualité du service de l'eau du Grand Avignon.

La satisfaction client mesurée révèle une note de 8 sur 10 en progression constante en 2022 et 2021 au regard de 2020.

A noter, une diminution sensible du nombre de contacts semble se profiler depuis début 2022 en comparaison de l'exercice 2021, preuve de l'efficacité des parcours en ligne et d'une situation désormais stabilisée laissant penser que les usagers ont moins de questionnement sur leur service de l'eau.

J.R.

L'Isle-sur-la-Sorgue se dote d'un espace France Services

Pour faciliter la vie de ses habitants, la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue ouvre un espace France Services destiné à tous ceux qui souhaitent avoir un équipement public accessible à moins de 30 minutes de chez eux.

La France compte plus de 2000 espace France Services, dont 24 sont situés en Vaucluse. Ces équipements ont pour objectif de renforcer l'accès aux services publics au sein des territoires où il peut y avoir un manque de qualité, de modernité et de proximité.

Dans cet espace, situé sur l'avenue Marius Jouveau, les Islois peuvent accéder à de nombreux services tels que Pôle emploi, la Caisse nationale des allocations familiales (CAF), la Mutualité sociale agricole (MSA) ou encore le ministère de la Justice. Deux agents sont également présents pour aider les personnes à déclarer vos revenus, à établir un permis de conduire, à préparer leur retraite, et bien d'autres choses.

Horaires d'ouverture :

Ecrit par le 24 octobre 2025

- Le lundi de 13h à 17h
- Le mardi de 12h à 17h
- Le mercredi de 8h à 12h et de 13h à 17h
- Le jeudi de 14h à 17h
- Le vendredi de 8h à 12h

V.A.

Le Ceder devient service public de l'énergie



Le Ceder (Centre pour l'environnement et le développement des énergies renouvelables) vient de devenir officiellement l'opérateur du service public de la rénovation énergétique en Drôme et Vaucluse.



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

24 octobre 2025 |

Ecrit par le 24 octobre 2025

Dans ce cadre, de nouvelles permanences 'Information énergie' ont vu le jour afin de mieux répondre aux attentes des citoyens en matière de promotion des énergies renouvelables et d'éco consommation qu'assure le Ceder depuis 1981. Ainsi, si les 6 conseillers du Ceder, membre <u>du réseau Faire</u> accueillent déjà le public par téléphone du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h (sauf mardi matin et mercredi) au 04 75 26 22 53 ou 04 90 36 39 16, des techniciens sont également disponibles pour accompagner de la réflexion à la réalisation de votre projet (projet, liste d'artisans labellisés, aides financières, choix du matériel) à :

Suze-la-Rousse : lundi (1^{er} du mois) après midi Orange : mardi (1^{er} , 3^{e} et 5^{e} du mois) matin

Vaison-la-Romaine : jeudi $(1^{er}, 3^e \text{ et } 5^e \text{ du mois})$ après midi

Valréas : jeudi (2° et 4° du mois) après midi Donzère : lundi (3° du mois) après midi Nyons : mercredi (2° et 4° du mois) matin

Saint-Paul-Trois-Châteaux : jeudi (2° et 4° du mois) matin

Dieulefit : vendredi matin

Buis-les-Baronnies : jeudi (1^{er}, 3^e et 5^e du mois) matin Montélimar : lundi matin et vendredi après midi

Détail des lieux et horaires des permanences sur le site <u>www.ceder-provence.org</u>